



Samuel Paty, un an après : "Le prof d'histoire-géo ne peut plus être seul en première ligne"

Un chercheur en histoire a mené un travail d'enquête inédit sur la manière dont le monde scolaire a réagi aux attentats de 2015 et à l'assassinat de Samuel Paty. Chercheur en histoire contemporaine à l'Université de Paris 1, Sébastien Ledoux avait déjà bien entamé son projet de recherche sur "Le monde scolaire face aux attentats" de 2015 lorsque Samuel Paty a été décapité. Il a donc logiquement élargi son travail, réalisé en partenariat avec le programme "13-Novembre" (CNRS-Inserm), à cette dernière actualité terrible. L'historien a mené 103 entretiens auprès des personnels et des élèves d'une vingtaine d'établissements de la banlieue parisienne - écoles, collèges et lycée, et interrogé des responsables de l'Education nationale. Il livre en exclusivité à l'Express ses premières conclusions.

L'assassinat de Samuel Paty montre combien le professeur d'histoire-géo est en première ligne à chaque attentat. Beaucoup trop, d'après votre enquête.

Sébastien Ledoux : A chaque fois, en effet, c'est vers lui qu'on s'est tourné, en raison de sa matière et aussi de l'enseignement d'éducation morale et civique dont il est chargé. Après l'attentat contre Samuel Paty, un chef d'établissement dans un lycée professionnel a carrément envoyé un courriel à tous les enseignants en informant que le professeur x allait prendre en charge les débats, sans avertir l'enseignant de lettres-histoire en question. Lequel a refusé. Je pense vraiment que toute la communauté scolaire doit se mobiliser pour répondre à ce genre de situation de crise.

Sans compter cette contradiction : le professeur d'histoire-géographie est le même qui demande à ses élèves de se taire durant la minute de silence et celui qui les invite à parler, à débattre, à argumenter durant l'année, à l'occasion des heures d'EMC.

La possibilité ou pas de débattre, justement, a-t-elle eu un impact important sur la manière dont ont été vécus et compris ces attentats ?

Sans aucun doute. On l'a très bien vu après l'assassinat de Samuel Paty. Le ministre Jean-Michel Blanquer avait indiqué qu'il y aurait un temps d'échange entre 8h et 10h, une heure entre collègues et une heure avec les élèves, puis la minute de silence. Mais trois jours avant la rentrée - la décapitation avait eu lieu le vendredi soir, veille des vacances de la Toussaint - le ministère a changé d'avis. Plus de débats. Un certain nombre d'enseignants ont été atterrés : ils ne s'étaient pas vus pendant quinze jours, ils avaient besoin d'échanger, de serrer les rangs, et de préparer ensemble ce temps de débats puis de minute de silence. De fait, certains établissements ont maintenu le temps du débat, à la demande des profs, et des profs ont refusé de venir ce jour-là dans d'autres établissements qui avaient suivi la consigne ministérielle en annulant ce temps initial de débats.

Ce que j'ai pu observer, de fait, c'est qu'à chaque fois qu'un débat a pu avoir lieu, les choses se sont mieux déroulées. S'agissant de Samuel Paty, des élèves avaient eu telle ou telle version de l'attentat par les réseaux sociaux, certains n'en avaient même pas entendu parler, d'autres à l'inverse, racontaient qu'ils avaient vu la scène de la tête coupée sur internet, et tout cela, dans la même classe. Le débat a permis de démêler l'événement, de réguler les émotions, la prise de parole, de revenir sur les explications autour des caricatures et in fine, de faire en sorte que la minute de silence soit mieux comprise. Les échanges sont allés plus loin qu'après les attentats de janvier 2015, parce que les professeurs étaient mieux armés pour les mener.



Dans certaines classes, des élèves ont pu dire, tout en exprimant leur effroi et leur condamnation, qu'ils étaient choqués par les caricatures de Charlie Hebdo - on rejoint là toutes les études faites actuellement chez les jeunes qui montrent une grande sensibilité de cette génération sur la question du respect des croyances. Il était important de pouvoir autoriser cette prise de parole, tout en la cadrant évidemment. Les professeurs qui l'ont fait ont agi sur le mode : "Tu as le droit d'être choqué, mais tu n'as pas celui d'être d'accord avec cet assassinat et tu dois tenir compte du fait qu'en France, le droit au blasphème est autorisé."

Votre recherche met en évidence la charge qu'a pu représenter la minute de silence dans les établissements scolaires. Qu'est-ce qui a été si dur à gérer?

Pour l'attentat contre les journalistes de Charlie Hebdo, les équipes ont dû organiser la minute de silence dès le lendemain. Il a fallu improviser et en la matière, ce n'est sans doute pas la meilleure chose à faire : certains chefs d'établissements qui craignaient les mouvements de foule si la minute était organisée dans la cour ont préféré laisser les élèves effectuer ce temps d'hommage dans les classes. Et les enseignants se sont retrouvés à devoir gérer en solo les incidents qui ont pu surgir à ce moment-là - des élèves qui se retournent, qui parlent, qui écrivent en même temps, voire lancent des remarques provocatrices comme "Ils l'ont bien cherché".

Ces attitudes ont été largement minoritaires dans les endroits où j'ai enquêté, mais les professeurs, eux-mêmes bouleversés par l'événement, se sont sentis démunis face à elles. Pour eux, Charlie Hebdo attaqué, Cabu assassiné, c'était un monde auquel ils étaient attachés et qui disparaissait ; il leur était d'autant plus difficile d'accepter les réactions hostiles. Il n'était pas non plus très simple de décréter une minute de silence à midi, lorsque tout le monde est à la cantine à l'école primaire.

Vous notez toutefois que ce moment d'hommage s'est beaucoup mieux déroulé lors des attentats du 13 novembre. Pour quelle raison?

Là, ce n'a pas du tout été la même chose, en effet. L'empathie a été unanime et le rituel de deuil beaucoup plus homogène. Même dans les établissements - ceux des quartiers prioritaires, essentiellement - où des incidents avaient eu lieu en janvier 2015, cette fois, tous les élèves se sont montrés très choqués, et notamment les musulmans, qui n'ont pas compris comment des gens se réclamant de leur religion puissent commettre de tels actes. Dans les collèges et lycées autour des lieux des attentats, l'émotion a été particulièrement forte. Une infirmière scolaire d'un collège du 11^e arrondissement a vu passer en deux jours 70 élèves sous le choc, en pleurs.

Le contexte était différent du 7 janvier : les caricatures du Prophète n'étaient plus dans l'histoire, les élèves se sentaient beaucoup plus proches des victimes - des Français qui, comme eux ou leurs parents, aimaient la musique et le foot. Si on suit la thèse de l'islamologue Gilles Kepel selon laquelle les actes terroristes ont pour objectif d'embarquer les masses musulmanes dans le combat islamiste, le 13 novembre fut, de ce point de vue là, un échec total : non seulement les publics scolaires n'ont pas suivi, mais ils ont très clairement manifesté leur réprobation. Avec Samuel Paty, en revanche, on est revenu à la problématique Charlie Hebdo : manque d'unanimité, débat compliqué et dans le même temps indispensable.

